

Article 29 du Règlement

Je voudrais ajouter quelques précisions à certaines des observations du député d'Oshawa, monsieur le Président. Ayant eu le privilège d'être pendant plusieurs années le critique du Nouveau parti démocratique, j'ai vu ce qui s'est passé.

Le député d'Oshawa a dit que Dome est une grande société canadienne, qu'elle se situe au deuxième rang sur le plan des réserves gazières. Il aurait pu ajouter qu'une bonne partie des réserves sont sur des terres qui lui appartiennent à perpétuité et qu'elles ne sont donc pas soumises à des redevances. Il ne s'agit donc pas uniquement d'obtenir des redevances de la société américaine Amoco Corporation, mais il s'agit en réalité de donner une bonne partie de ces ressources à une entreprise étrangère.

J'ai déjà parlé des connaissances spécialisées énormes que la société Dome a acquises dans l'Arctique. Le Canada est un pays du Nord. Après avoir investi des sommes d'argent considérables dans la mise en valeur des ressources énergétiques du Nord, il ne faudrait pas donner celles-ci aux Américains. John Diefenbaker se retournerait dans sa tombe s'il le savait.

Quelle image du Nord faut-il avoir pour donner ainsi ses ressources aux Américains? C'est contraire aux fondements même du parti progressiste conservateur; c'est contraire à la vision de personnes comme John A. Macdonald et John Diefenbaker. Par ailleurs, c'est contraire à la vision de nationalistes québécois connus comme Henri Bourassa et George-Étienne Cartier. C'est contraire à leurs principes, eux qui voulaient préserver une «nation» distincte au Québec, dans le cadre d'une grande nation canadienne. Ce n'est pas en cédant nos ressources aux Américains que nous y parviendrons. Il n'y aurait pas de province de Québec si l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources avait été parmi nous il y a 50 ans, et il n'y aura plus de Canada s'il reste encore quelques années.

Il faut se demander si la canadianisation peut faire une différence. Oui, selon nous, et il y a eu de nombreuses discussions au Canada sur les raisons qui justifient la participation canadienne aux sociétés dans le secteur énergétique.

Les trois orateurs qui m'ont précédé dans ce débat ont parlé des emplois. Selon nous, ils seront menacés par cette prise de contrôle. Amoco va rationaliser les emplois, ce qui entraînera la suppression de certains d'entre eux. En outre, monsieur le Président, si l'on tient compte qu'Amoco et Dome sont toutes deux d'importantes productrices de gaz naturel, Amoco risque de cesser d'exploiter les réserves de la mer de Beaufort pour ne pas mettre ce gaz sur le marché, où il ferait concurrence à celui de ses réserves américaines. Le gouvernement y a-t-il réfléchi?

Le fait est, monsieur le Président, que cette prise de contrôle est très peu judicieuse.

J'ai passé en revue certains problèmes, monsieur le Président, et je veux en soulever encore un. C'est d'ailleurs une question que vous connaissez bien.

Nous avons l'impression que les Canadiens de l'Ouest sont favorables à cette prise de contrôle et que les députés de l'opposition, en s'opposant à ce projet, s'opposent en même temps à l'ouest du pays.

Je suis un Canadien de l'Ouest et je tiens à signaler à ceux qui font cette allégation, et qui pour la plupart viennent de l'est du Canada, que les Canadiens de l'Ouest ne sont pas une simple bande d'anciens pétroliers de Dallas. Ce sont des travailleurs; ce sont des agriculteurs, ce sont des consommateurs. Ils sont tout aussi Canadiens que tous les autres dans le pays.

Il est un fait que, lorsqu'on l'a proposé pour la première fois, le Programme énergétique national a obtenu de l'appui dans l'Ouest. Par contre, sur certains aspects du PEN nous n'étions pas d'accord. Nous estimions par exemple que les subventions du Programme d'encouragement du secteur pétrolier accordées à Dome Petroleum ainsi qu'à d'autres étaient trop généreuses; nous estimions qu'il aurait fallu développer plus la prospection dans le bassin sédimentaire de l'Ouest que dans la mer de Beaufort et dans d'autres régions limitrophes. Nous déplorions aussi les grandes luttes d'influence que se livraient Pierre Trudeau et Peter Lougheed pour le simple plaisir du pouvoir en soi. Mais le fait est...

M. Shields: Vous vouliez aussi nationaliser Imperial Oil.

M. Waddell: Le fait est que le public canadien était favorable au principe du PEN. Les sondages d'opinion de l'époque montraient que 72 p. 100 des Canadiens étaient pour la canadianisation, et qu'en fait 75 p. 100 d'entre eux souhaitaient même que le gouvernement aille plus loin encore. Le public approuvait Petro-Canada, il approuvait...

M. Shields: Vous vouliez qu'on nationalise Imperial Oil.

M. Waddell: Monsieur le Président, le député délire complètement à hurler à propos de nationalisation d'Imperial Oil ou de je ne sais quoi.

M. Shields: C'est ce qu'il a dit.

M. Waddell: Ce que nous disons, c'est que cette attitude de détachement complet, cette volonté de s'en remettre entièrement aux lois du marché, est non seulement naïve mais pitoyable. Le dernier des analystes de l'énergie dans le monde vous confirmera que le marché du pétrole et du gaz n'est pas un marché libre. Nous avons de vastes cartels comme l'OPEP et les Sept soeurs, les sociétés pétrolières multinationales. Il faut vraiment être d'une naïveté incroyable pour dire une chose pareille.

• (2140)

N'importe quel analyste de la situation énergétique, n'importe où dans le monde, nous dira aussi que nous pouvons nous attendre à une autre crise de l'énergie dans les années 90. Nous aurons besoin de ces terres, nous aurons besoin de ce contrôle. Nous aurons besoin d'une société canadienne privée ou publique. Et quand cette crise de l'énergie se présentera, les Canadiens s'apercevront que le gouvernement et le ministre les auront vendus. Ils sont en train de vendre le Canada.

Nous avons proposé une autre solution. Nous ne prétendons pas avoir la science infuse. Le député d'Oshawa l'a clairement reconnu. Il a dit qu'il n'était pas un expert, mais il a cependant fait un effort. Il a discuté avec les autres entreprises et avec d'autres personnes. Il a essayé de trouver une solution canadienne.